

Transparence concernant les incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Groupe P&V

LEI: 529900UVBCD39GT3X9I3

28-06.2024

Résumé

Le groupe P&V [529900UVBCD39GT3X913] prend en compte les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. Le présent document est la déclaration consolidée relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.

La présente déclaration relative aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité couvre la période de référence allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Cette déclaration est validée par le directeur du développement durable et révisée chaque année.

Le règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR) est un règlement de l'Union européenne (UE) qui est entré en vigueur le 10 mars 2021. Son objectif principal est de promouvoir la durabilité et de garantir la transparence dans le secteur financier. Par la présente déclaration, P&V divulgue les principales incidences négatives (PIN) sur les facteurs de durabilité conformément à l'article 4 du règlement (UE) 2019/2088 et aux articles 4 et suivants du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission.

Une incidence négative principale sur les facteurs de durabilité est tout impact des décisions d'investissement qui entraîne un effet négatif sur les facteurs de durabilité, tels que les préoccupations environnementales, sociales et des employés, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et les questions de lutte contre les pots-de-vin.

Cette déclaration couvre les 18 indicateurs obligatoires ainsi que les 2 indicateurs supplémentaires choisis par le groupe P&V :

- Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone
- Pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales

Cette déclaration couvre tous les investissements directs. Les investissements par le biais de fonds gérés par des tiers intègrent, le cas échéant, les PIN dans les décisions d'investissement suivant la propre stratégie d'intégration de chaque gestionnaire.

Pour les investissements publics, les données proviennent de Sustainalytics et de Bloomberg. Les ratios de couverture des données varient encore en fonction de l'indicateur sous-jacent. Les données estimées proviennent uniquement de nos fournisseurs de données tiers et sont basées sur leurs capacités de modélisation avancées. Aucune donnée estimée du P&V Group n'a été utilisée dans cette déclaration.

Cette déclaration résume également les politiques et les mesures prises par le groupe P&V pour identifier, prioriser et atténuer les PIN.

Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure	Incidences [année n]	Incidences [année n-1]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante	
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Émissions de gaz à effet de serre	1.Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1	185.513	184.191	<p>Les émissions de niveau 1 sont des émissions directes de gaz à effet de serre (GES) qui se produisent à partir de sources contrôlées ou possédées par une organisation en tonnes métriques.</p> <p>Les émissions de niveau 2 sont des émissions indirectes de GES associées à l'achat d'électricité, de vapeur, de chaleur ou de refroidissement, en tonnes métriques.</p>	<p>Actions prises</p> <p>Réduction de la position dans les actions pétrolières et gazières. Pas de nouveaux investissements dans les obligations d'entreprises pétrolières et gazières.</p> <p>Politique d'exclusion : exclusion des activités liées aux sables bitumineux, au forage arctique et au charbon thermique.</p>
		Émissions de GES de niveau 2	51.125	58.934	<p>Les émissions de niveau 3 sont des émissions indirectes de gaz à effet de serre (GES) qui se produisent dans la chaîne de valeur d'une entreprise, mais ne sont pas directement contrôlées par l'entreprise, en tonnes métriques.</p>	<p>Actions prévues</p> <p>Améliorations de l'infrastructure technologique pour la collecte de données PAI, y compris l'agrégation des indicateurs PAI à des fins de reporting.</p>
		Émissions de GES de niveau 3	2.863.147	2.091.353	<p>Cette métrique représente la somme des émissions mentionnées, en tonnes métriques, qui sont attribuées à notre investissement. Les émissions sont réparties sur toutes les actions et dettes en circulation (sur la base de la valeur d'entreprise incluant le cash)</p>	<p>Renforcement de la sensibilisation en demandant des données aux gestionnaires tiers et toute action prise pour éviter ou réduire les PAI.</p> <p>Améliorer les processus de diligence raisonnable pour demander des informations</p>

	Émissions totales de GES	3.099.785	2.334.478	Couverture des données Portée 1 : xx % Portée 2 : xx % Portée 3 : xx %	<p>supplémentaires concernant les actions des gestionnaires tiers pour réduire l'exposition aux PAI.</p> <p>Amélioration du dépistage des PAI pour les entreprises à risque. Ceci sera mis en œuvre par des avertissements préalables au commerce pour sensibiliser les gestionnaires de portefeuille aux PAI potentiellement pertinents avant de prendre des décisions d'investissement.</p> <p>Engagement à analyser SBTi net zéro.</p>
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone	168	124	Calcul Somme des émissions GES de niveau 1, niveau 2 et niveau 3 telles que calculées dans PAI 1, en tonnes métriques par million investi. Couverture des données : xx %	
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	198	889	Calcul Intensité GES de tous les investissements pondérée par la part relative de l'investissement respectif dans le portefeuille global d'investissements. Couverture des données : xx %	
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	3%	10%	Calcul Part des investissements dans les entreprises actives dans les secteurs des combustibles fossiles (qui incluent l'extraction, le traitement, le stockage et le transport des produits pétroliers, du gaz naturel, et du charbon thermique et métallurgique) par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	

	<p>5.Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable</p>	<p>Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie</p>	<p>Consommation 12%</p> <p>Production 3%</p>	<p>Consommation 3%</p> <p>Production 0%</p>	<p>Calcul</p> <p>Pourcentage agrégé de la consommation et de la production d'énergie non renouvelable (c'est-à-dire, sources d'énergie non renouvelables divisées par les sources d'énergie totales) des entreprises investies, chaque pourcentage étant pondéré par la part relative de l'investissement pertinent dans le portefeuille global.</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur se sont limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p>
--	---	--	--	---	---	--

	6.Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	<p>A 0 B 0,01 C 0,03 D 0,02 E 0 F 0,01 G 0,01 H 0,01 L 0,01</p>	<p>A 0 B 0,08 C 0,39 D 0,08 E 1,1 F 0,6 G 0,03 H 0,0 L 0,07</p>	<p>Calcul</p> <p>La moyenne pondérée de l'intensité de la consommation d'énergie (GwH/million EUR de revenus) du portefeuille pour les émetteurs classés dans chaque secteur à fort impact climatique selon le code NACE.</p> <p>A (Agriculture, Sylviculture et Pêche) B (Industries extractives) C (Industrie manufacturière) D (Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné) E (Distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution) F (Construction) G (Commerce de gros et de détail; réparation d'automobiles et de motocycles) H (Transport et entreposage) L (Activités immobilières)</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises</p> <p>Réduction de la position dans les actions pétrolières et gazières. Pas de nouveaux investissements dans les obligations d'entreprises pétrolières et gazières.</p> <p>Actions prévues</p> <p>Révision de la politique d'exclusion pour couvrir les entreprises de certains secteurs à haute intensité énergétique sans ambition d'amélioration.</p> <p>Amélioration du dépistage des PAI pour les entreprises à risque. Ceci sera mis en œuvre par des avertissements préalables au commerce pour sensibiliser les gestionnaires de portefeuille aux PAI potentiellement pertinents avant de prendre des décisions d'investissement.</p>
Biodiversité	7.Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones	2%	0	<p>Calcul</p> <p>La part des investissements dans les entreprises dont les activités ont un impact négatif sur les zones sensibles à la biodiversité par rapport à tous les investissements</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur se sont limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p>

Eau	8.Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,01	0,01	<p>Calcul</p> <p>Ceci représente le total annuel des eaux usées rejetées (tonnes métriques signalées) dans les eaux de surface à la suite d'activités industrielles ou de fabrication, qui sont attribuées à notre investissement, associées à 1 million d'EUR investis.</p> <p>Les émissions sont réparties sur toutes les actions et dettes en circulation (sur la base de la valeur d'entreprise incluant le cash)</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Calcul</p> <p>Ceci représente le total annuel des déchets dangereux (tonnes métriques signalées), qui sont attribués à notre investissement, associés à 1 million d'EUR investis.</p> <p>Les émissions sont réparties sur toutes les actions et dettes en circulation (sur la base de la valeur d'entreprise incluant le cash)</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur se sont limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p>
Déchets	9.Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros investi, en moyenne pondérée	0,01	0,02	<p>Calcul</p> <p>Ceci représente le total annuel des déchets dangereux (tonnes métriques signalées), qui sont attribués à notre investissement, associés à 1 million d'EUR investis.</p> <p>Les émissions sont réparties sur toutes les actions et dettes en circulation (sur la base de la valeur d'entreprise incluant le cash)</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Calcul</p> <p>Ceci représente le total annuel des déchets dangereux (tonnes métriques signalées), qui sont attribués à notre investissement, associés à 1 million d'EUR investis.</p> <p>Les émissions sont réparties sur toutes les actions et dettes en circulation (sur la base de la valeur d'entreprise incluant le cash)</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur se sont limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p>
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION							

Les questions sociales et de personnel	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0,01%	2,80%	Calcul Part des investissements dans les entreprises investies impliquées dans des violations des principes du Pacte mondial des Nations Unies («UNGC») ou des directives de l'OCDE par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	Actions prises : La politique d'exclusion exclut explicitement les entreprises qui sont en violation de ces traités
	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différents permettant de remédier à de telles violations	11%	19%	Calcul Part des investissements dans les entreprises investies qui manquent de processus et de mécanismes de conformité pour surveiller la conformité avec les principes du Pacte mondial des Nations Unies et les directives de l'OCDE par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	Actions prévues Amélioration du screening des PAI pour les entreprises à risque. Ceci sera mis en œuvre par des avertissements préalables au commerce pour sensibiliser les gestionnaires de portefeuille aux PAI potentiellement pertinents avant de prendre des décisions d'investissement.

	12.Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements	5%	-		<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur ont été limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p> <p>Actions prévues</p> <p>Amélioration du dépistage des PAI pour les entreprises à risque. Ceci sera mis en œuvre par des avertissements préalables au commerce pour sensibiliser les gestionnaires de portefeuille aux PAI potentiellement pertinents avant de prendre des décisions d'investissement.</p>
	13.Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	41%	-		<p>Actions prises :</p> <p>En raison de la faible qualité des données et de la faible couverture des données, les actions sur cet indicateur ont été limitées à une surveillance dans le cas où des données étaient disponibles.</p> <p>Actions prévues</p> <p>Amélioration du dépistage des PAI pour les entreprises à risque. Ceci sera mis en œuvre par des avertissements préalables au commerce pour sensibiliser les gestionnaires de portefeuille aux PAI potentiellement pertinents avant de prendre des décisions d'investissement.</p>

	14.Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées	0%	-		<p>Actions prises :</p> <p>La politique d'exclusion exclut les entreprises qui sont impliquées dans la fabrication d'armes controversées.</p>
Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité		Élément de mesure	Incidences [année n]	Incidences [année n-1]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Environnement	15.Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement	0,05	0,01	<p>Calcul</p> <p>L'intensité des GES des pays investis est exprimée en tonnes d'émissions de CO₂e par milliard d'EUR de PIB de ce pays. L'intensité moyenne pondérée des GES est calculée en agréant l'intensité des GES de tous les pays investis, chaque intensité étant pondérée par la part relative de l'investissement pertinent dans le portefeuille global d'investissements.</p> <p>Couverture des données : xx %</p>	<p>Actions prises :</p> <p>Investissement limité à la géographie qui sont signataires de l'Accord de Paris.</p>

Social	16.Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales (en nombre absolu et en proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements), au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations unies ou, le cas échéant, du droit national.	0%	5%	Calcul La part des investissements dans les pays investis sujets à des violations sociales par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	Actions prises : Limitation volontaire des investissements aux émetteurs qui ne sont pas sujets à des violations sociales. Actions prévues : La politique d'exclusion exclura explicitement le financement des pays impliqués dans des violations sociales
Indicateurs applicables aux investissements dans des actifs immobiliers						
Indicateur d'incidences négatives sur la durabilité	Élément de mesure		Incidences [année n]	Incidences [année n-1]	Explication	Mesures prises, mesures prévues et cibles définies pour la période de référence suivante
Combustibles fossiles	17.Exposition à des combustibles fossiles via des actifs immobiliers	Part d'investissement dans des actifs immobiliers utilisés pour l'extraction, le stockage, le transport ou la production de combustibles fossiles	0%	0%	Calcul La part des actifs immobiliers exposés aux combustibles fossiles par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	Actions prévues : La politique d'exclusion exclura les investissements dans l'immobilier directement impliqué dans les combustibles fossiles.

Efficacité énergétique	18.Exposition à des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	Part d'investissement dans des actifs immobiliers inefficaces sur le plan énergétique	82%	82%	Calcul La part de l'investissement immobilier dans l'immobilier énergivore par rapport à tous les investissements. Couverture des données : xx %	Actions prévues : Réduire l'exposition à l'immobilier énergivore
Autres indicateurs relatifs aux principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité						
Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés						
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT						
Émissions	4.Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone aux fins du respect de l'accord de Paris	15%	-	Calcul La part des investissements par rapport à l'ensemble des investissements.	Actions prévues : Engagement à analyser SBTi net zéro.
Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains et supranationaux						
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION						
Gouvernance	22.Pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales	Investissements dans des pays et territoires figurant sur la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales	0%	-	Calcul La part des investissements par rapport à l'ensemble des investissements. Couverture des données : 80 %	Actions entreprises : La politique d'exclusion exclut le financement des entités souveraines considérées comme des juridictions fiscales non coopératives.

Description des politiques visant à identifier et à prioriser les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité

Cette déclaration a été approuvée par le Chief Sustainability Officer le 24 juin 2024. Son rôle comprend le suivi de la réglementation et la validation de cette approche ainsi que la validation des actions et des résultats liés à cette approche. La responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces politiques incombe aux membres du département de la durabilité et est vérifiée de manière indépendante par la deuxième ligne de défense sur une base trimestrielle.

La marge d'erreur est relativement élevée et varie selon l'indicateur PIN spécifique en raison du manque de données et de la qualité variable des données pour bon nombre d'indicateurs spécifiques. Pour les investissements en fonds, la qualité des données est très faible et souvent indisponible. L'impact de ces investissements n'est actuellement pas pris en compte. Le Groupe P&V travaille avec ces gestionnaires d'actifs pour améliorer la qualité des rapports afin de permettre l'intégration de ces investissements dans les futures périodes de reporting.

Politiques générales pour identifier les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.

Afin d'identifier les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité, nous avons sélectionné les 18 indicateurs PIN obligatoires définis par le Règlement (UE) 2022/1288 (également connu sous le nom de SFDR RTS). Ce règlement organise les indicateurs PIN en trois catégories :

- Les principales incidences négatives pour les investissements dans les entreprises investies
- Les principales incidences négatives pour les investissements dans les entités souveraines et supranationales
- Les principales incidences négatives pour les investissements dans les actifs immobiliers

Le Groupe P&V a également sélectionné les deux indicateurs PIN volontaires suivants :

- Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone
- Pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales

La sélection de ces deux indicateurs PIN volontaires a été basée sur plusieurs facteurs, tels que la disponibilité des données, la qualité des données, l'applicabilité et la matérialité d'un point de vue durabilité.

Le Groupe P&V dispose d'une diligence appropriée pour identifier et prioriser les PIN des décisions d'investissement. Cette diligence vise à garantir que les PIN sont pris en compte avant et après la transaction.

Pour les actions cotées et les obligations d'entreprise, un filtrage avant transaction est mis en place pour identifier et évaluer les PIN, en fonction des indicateurs PIN obligatoires et optionnels définis par le Règlement Délégué SFDR. Pour les investissements en fonds gérés par des gestionnaires d'actifs, les politiques d'identification des PIN appliquées par les gestionnaires respectifs sont intégrées dans la diligence raisonnable préinvestissement.

La probabilité d'occurrence dépend de la matérialité de chaque impact dans différents secteurs ; certains impacts (comme ceux environnementaux) sont plus élevés dans certains secteurs, tandis que d'autres impacts sont également pertinents dans différents secteurs. La gravité est évaluée impact par impact, avec des conséquences différentes selon cette gravité.

Algemene beleidslijnen om de belangrijkste negatieve effecten op duurzaamheidsfactoren aan te pakken, te vermijden of te verminderen

Ces politiques visent à garantir que le Groupe P&V prend des mesures appropriées pour minimiser les impacts négatifs de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, tout en s'engageant activement avec les entités investies et les gestionnaires d'actifs tiers pour promouvoir des pratiques durables.

Investissements dans les actions cotées et les obligations

Les stratégies suivantes s'appliquent pour aborder, éviter et/ou réduire l'impact négatif sur les facteurs de durabilité :

- Mécanisme d'exclusions : Ces exclusions concernent les PIN les plus sévères dus aux activités ou comportements des entités que nous finançons. Elles s'appliquent aux entités corporatives ainsi qu'aux entités souveraines. Plus d'informations concernant notre approche d'exclusion peuvent être trouvées dans la divulgation SFDR sur la section durabilité de notre site web.
- Mécanisme d'engagement : L'engagement peut être utilisé pour aborder les impacts négatifs dans les entreprises investies si nous estimons cela nécessaire et avec une probabilité de changement positif. Plus d'informations sur notre approche d'engagement peuvent être trouvées dans la section suivante.

Investissements dans les actifs immobiliers

Les stratégies suivantes s'appliquent pour aborder, éviter et/ou réduire l'impact négatif sur les facteurs de durabilité :

- Mécanisme d'exclusion : Éviter l'impact négatif des actifs immobiliers lorsque nous évaluons que l'impact négatif de l'activité est trop sévère.
- Mécanisme d'incitation : Afin de réduire l'impact environnemental négatif de nos prêts hypothécaires énergétiquement inefficaces, nous créons des régimes d'incitation pour améliorer l'efficacité énergétique, réduisant ainsi l'impact négatif.

Investissements dans les fonds gérés par des gestionnaires d'actifs

Les politiques suivantes s'appliquent pour aborder, éviter et/ou réduire l'impact négatif sur les facteurs de durabilité :

- Exclusion : Exclusion des gestionnaires d'actifs lorsque nous jugeons que l'approche spécifique du gestionnaire pour aborder, éviter ou réduire les PIN de leurs décisions d'investissement est insuffisante.
- Engagement : Engagement avec le gestionnaire d'actifs pour améliorer l'approche du gestionnaire respectif. Plus d'informations sur notre approche d'engagement peuvent être trouvées dans la section suivante.
- Désinvestissement : Peut être appliqué si jugé nécessaire pour éviter ou réduire l'impact négatif. Cela dépend fortement de la liquidité de l'investissement sous-jacent étant donné la forte allocation aux structures de fonds privés fermés.

Sources de données

Pour les investissements sur les marchés publics, les données proviennent de fournisseurs de données tiers tels que Sustainalytics et Bloomberg. Ces fournisseurs de données collectent et vérifient les données rapportées concernant les PIN. Lorsque les données ne sont pas disponibles, ils fournissent des données modélisées avancées si l'émetteur de l'investissement est dans leur univers de couverture.

Pour les investissements dans des fonds d'actifs privés gérés par des gestionnaires d'actifs, les données sont collectées directement auprès de l'entreprise investie par le gestionnaire. Ils disposent d'une diligence raisonnable qui leur permet de valider les informations avant de les partager avec les investisseurs.

Des hypothèses prudentes sont appliquées pour les investissements dans l'immobilier et les prêts hypothécaires. Seule une petite fraction du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels détient un certificat de performance énergétique valide. Étant donné l'âge moyen des bâtiments résidentiels, nous avons supposé que tous les prêts hypothécaires sans certificat énergétique sont inefficaces du point de vue énergétique.

Politiques d'engagement

Il existe plusieurs stratégies que nous pouvons utiliser pour engager le dialogue avec les entreprises. Ces actions visent à traiter les PIN graves que nous jugeons réparables. Voici différents types d'actions d'engagement que nous pourrions entreprendre :

- Dialogues et réunions d'engagement : nous pouvons engager des dialogues directs et des réunions avec la direction de l'entreprise, les membres du conseil d'administration et d'autres parties prenantes. Ces engagements offrent l'occasion d'exprimer nos préoccupations, de demander des éclaircissements et de discuter des problèmes spécifiques liés aux impacts négatifs. Les engagements peuvent aller des réunions individuelles à des discussions de groupe plus larges ou à des événements en table ronde.
- Vote par procuration : nous pouvons exercer nos droits de vote sur les résolutions et propositions d'entreprise par le biais du vote par procuration. Cette action nous permet de soutenir ou de s'opposer aux résolutions liées aux impacts négatifs. Le vote par procuration peut être un moyen efficace d'influencer la prise de décision au sein des entreprises.
- Engagement collaboratif : nous pouvons unir nos forces à travers des engagements collaboratifs ou des initiatives pour mutualiser les ressources, l'expertise et l'influence. L'engagement collaboratif nous permet d'interagir avec les entreprises sur des questions liées aux impacts négatifs avec plus de poids et une probabilité plus élevée de résultats positifs par rapport à un engagement direct. Nous ne participons actuellement pas à des engagements collaboratifs, mais cela reste une possibilité pour les périodes de référence futures si nous le jugeons nécessaire.

Si aucune réduction de l'impact négatif n'est observée sur plus d'une période de référence, des étapes d'engagement supplémentaires décrites ci-dessus peuvent être entreprises.

Références aux normes internationales

En tant que propriétaire d'actifs, nous reconnaissons la valeur que les labels de durabilité et les normes internationales peuvent apporter. Cependant, nous ne sommes actuellement pas encore membres de normes reconnues à l'international.

Les décisions d'adhésion ne doivent pas être prises à la légère. Il est essentiel de mener une évaluation approfondie des critères, des objectifs et des implications opérationnelles associés à chaque label ou organisation. En agissant ainsi, nous nous assurons de prendre suffisamment de temps pour analyser de manière exhaustive l'impact de l'adhésion sur nos stratégies d'investissement, nos processus opérationnels, nos relations client et nos objectifs commerciaux à long terme. Ce processus d'évaluation nous permet de prendre des décisions éclairées en fonction de nos circonstances spécifiques.

Les adhésions doivent être étroitement alignées avec les objectifs stratégiques, les valeurs et les préférences des clients de notre organisation en matière de durabilité. Nous menons actuellement activement une étude approfondie de la matérialité, qui jouera un rôle crucial dans la détermination de l'intégration des normes internationales. Cela nous permet de prendre soigneusement en compte la compatibilité de nos pratiques et approches existantes avec les exigences et attentes de ces entités de normes internationales, assurant un partenariat significatif et productif qui va au-delà de l'adhésion symbolique.

L'impact négatif potentiel de la décision de reporter l'adhésion peut être compensé par notre étroite collaboration avec des gestionnaires d'actifs tiers leaders sur le marché, ce qui nous donne accès à leurs équipes de spécialistes dédiés à la durabilité. Ces experts possèdent une connaissance approfondie et une expertise dans divers aspects de la durabilité, y compris l'analyse ESG, l'investissement d'impact, l'évaluation des risques climatiques et la responsabilité sociale. En exploitant leurs compétences spécialisées, nous pouvons bénéficier de leur compréhension approfondie des questions liées à la durabilité et de leur capacité à fournir des insights et des recommandations nuancés.